

MAJORITÉ DÉPARTEMENTALE

ENSEMBLE POUR L'ESSONNE

L'État continue d'utiliser les collectivités comme des variables d'ajustement budgétaires

L'État décide de mettre en place un **pacte de confiance** avec les 322 collectivités les plus importantes, pour les inciter à réaliser plus d'une dizaine de milliards d'euros d'économies. Pour les Départements, cela correspond à un plafonnement annuel de l'augmentation des dépenses de fonctionnement à hauteur de 1,2%.

Afin de satisfaire son obligation de réduction du déficit budgétaire envers Bruxelles, l'État fait reposer des efforts d'économies sur les collectivités locales alors qu'elles ne représentent que 9% de la dette publique.

Notre Département est prêt à participer à la réduction du déficit public, mais les collectivités ne doivent pas servir **d'unique variable d'ajustement budgétaire** comme ce fut le cas avec le gouvernement précédent.

Que l'État commence par résoudre de manière pérenne la problématique du financement des trois Allocations individuelles de solidarité (RSA, APA, PCH) relevant de la solidarité nationale, que les Départements assurent pour le compte de l'État. Autre phénomène qui s'amplifie, celui de l'accueil en Essonne de Mineurs Non Accompagnés (MNA) qui s'est multiplié par 4, passant de 90 en 2014 à

356 en 2017. Le Département assume ainsi pleinement son rôle d'accueil. L'afflux de MNA asphyxie les infrastructures d'accueil départementales dans sa mission d'Aide Sociale à l'Enfance.

L'État doit respecter ses engagements et ne pas prendre les Départements en otage !

Le report de la ligne 18 en 2027 - au lieu de 2024 - est une illustration supplémentaire que le lien de confiance entre les collectivités locales et le gouvernement est rompu.

Avec le retard du métro du Grand Paris - liaison Plateau de Saclay à l'aéroport d'Orly - le Département regrette que le développement du Plateau ne puisse pas se faire au rythme initialement prévu. Il va falloir reprendre les projets, afin de décider ceux qui doivent être poursuivis et ceux qui doivent être reportés.

Les élus du Groupe EPE appellent de leurs vœux que s'établisse, enfin, avec l'État une relation de confiance solide, en matière de réformes fiscales comme en matière de transport. Au regard des derniers échanges une question se pose : le Gouvernement ne serait-il pas en train de programmer la suppression, pure et simple, des Départements ?

GROUPE ENSEMBLE POUR L'ESSONNE

01 60 91 90 52

Jérôme BÉRENGER, Michel BOURNAT, Dany BOYER, Guy CROSNIER, Laure DARCOS, Serge DASSAULT, François DUROVRAI, Dominique ÉCHAROUX, Sandrine GELOT, Aurélie GROS, Patrick IMBERT, Eric MEHLHORN, Caroline PARÂTRE, Nicole POINSOT, Claude PONS, Sophie RIGAUT, Alexandre TOUZET, Caroline VARIN, Brigitte VERMILLET.

UDI, MODEM ET NON-INSCRITS

Schéma de l'autonomie

Soucieux de toute sa population, nous avons élaboré le schéma de l'autonomie 2018-2022 qui s'appuie sur un état des lieux des besoins pour les personnes en perte d'autonomie. Les enjeux d'accès aux droits, le soutien aux aidants et l'adaptation de l'offre de services ont été identifiés avec 3 axes stratégiques pour répondre à ces besoins : l'inclusion sociale, la lutte contre l'isolement et le développement d'une offre de services et d'hébergements territorialisés.

GROUPE UDI, MODEM ET NON-INSCRITS

01 60 91 90 67 / grpe.udimodemni91@gmail.com
Dominique BOUGRAUD, Marie-Claire CHAMBARET,
Sylvie GIBERT, Nicolas MÉARY.

CITOYENS POUR L'ESSONNE

L'État contre les Départements ?

C'est un sujet technique, que peu de nos concitoyens connaissent mais qui aura des conséquences sur leur vie quotidienne : l'État grignote, réforme après réforme, l'autonomie et les budgets des Départements en contraignant leurs dépenses, en étouffant leurs capacités à investir, en leur retirant toute marge de manœuvre fiscale, en leur imposant des dépenses sociales qu'il n'assume plus. Efforts demandés par l'État que ce dernier ne s'impose pas à lui-même...

GROUPE CITOYENS POUR L'ESSONNE

01 60 91 31 49 / citoyenspourlessonne@cd-essonne.fr
Olivier CLODONG, Dominique FONTENAILLE,
Françoise MARHUENDA, Martine SUREAU.